

Les retraité-e-s sont sacrifiés

Personne n'est à l'abri du Covid-19, mais les retraité-e-s sont les plus vulnérables et ils représentent 1/3 des décès : 4 600 morts dans les EHPAD et Établissements médico-sociaux à la date du 10 avril ! Le nombre important de morts reflète la plus grande vulnérabilité des personnes âgées, mais pas seulement : les personnes retraitées sont, dans certaines situations tendues, sacrifiées en premier, victimes du manque de moyens, de lits d'hôpital et de réanimation.

La protection dans les établissements passe par de rigoureuses précautions sanitaires du personnel et des résidents, des moyens de protection trop souvent absents :

- Les protections manquent, une aide-soignante est décédée du coronavirus. Elle travaillait à Korian Mulhouse où les salariées ont demandé, dès le début, des dépistages, des masques, des tests aux entrées, des arrêts de travail pour les « covid positif », des blouses jetables, ... mais la réponse a été « Attendons le premier cas avant de rendre les masques obligatoires ». Ailleurs, les masques des EHPAD ont été réquisitionnés pour alimenter les hôpitaux, les « vieux » sont sacrifiés.
- Exiger des masques et des tests de dépistage pour les soignants n'est pas bien vu : pour l'avoir demandé dans le cadre de son mandat, une aide-soignante de l'hôpital d'Hautmont a été mise à pied à effet immédiat le 4 avril. La pétition de soutien est [ici](#).

Pour un traitement humain des retraité-e-s, il faut des effectifs, car les personnels des EHPAD étaient déjà en nombre insuffisant, loin du ratio de un emploi pour un résident, et soumis à une charge de travail supérieure par rapport à la moyenne de l'Union Européenne. Depuis la crise, ils et elles voient leurs missions s'alourdir, il faut désormais veiller au confinement de chaque pensionnaire dans sa chambre et lui apporter, voire lui donner son repas. De plus, une partie du personnel ne peut assurer son service (maladie, garde des enfants car seuls les « vrais » soignants peuvent les confier à un service ou à l'école). Et il faut assurer les tâches antérieurement assurées par les « aidants » ou les familles qui venaient visiter leurs proches.

Des personnes âgées isolées ne peuvent pas vivre sans aide à domicile. Elles doivent être recensées et bénéficier des mesures nécessaires, notamment pour leur ravitaillement, pour rompre cet isolement. Cela passe aussi par des moyens de protection pour toutes les personnes qui leur viennent en aide, que ce soit dans le cadre d'un Service Public ou dans celui d'initiatives solidaires spontanées.

Les flatteries ne suffisent pas, il faut des actes, en urgence !

Le Président de la République, le 12 mars, a vanté les services en dehors du marché !

Le Président Macron, depuis son arrivée en mai 2017, a rapidement montré de quoi il était capable en matière de financiarisation accrue de la société : sa réforme du système de retraite a bien cet objectif, il privatise les services et entreprises publics, il vend le patrimoine de l'État tel que la Française des Jeux... et d'un seul coup, il fait semblant de reconnaître que « la santé gratuite, notre État-providence ne sont pas des coûts ou des charges, mais des biens précieux, des atouts indispensables » et qu'« il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché ». Il promet que « tous les moyens nécessaires » seront déployés pour la santé des citoyens « quoiqu'il en coûte ». Il annonce une rupture, quasiment un changement de société « Nous devons reprendre le contrôle ... de notre alimentation, notre protection, notre capacité à soigner, notre cadre de vie ».

Mais personne ne le croit

La majorité de la population ne lui fait plus confiance. Après une semaine de confinement, 69 % jugent que le gouvernement n'est pas clair, 79 % qu'il ne sait pas où il va et 70 % qu'il ment. Les tergiversations et messages contradictoires sont passés par là : « restez chez vous » et, en même temps, « allez travailler ». Pas assez de masques ? Ce n'est pas grave « ils sont inutiles » et maintenant des villes imposent le port du masque et ce port pourrait s'imposer à tout le monde.

Les faits contredisent les belles paroles

Le CHRU de Nancy s'est inquiété le 29 mars du projet de suppression de 174 lits et 598 postes en cinq ans. Le directeur de l'ARS Grand Est a répondu qu'il n'y avait « pas de raison de remettre en cause » ce plan d'économies qui va prendre quelques semaines de retard à cause de la crise sanitaire, mais qui conservera la même trajectoire en faisant le pari du développement de la chirurgie ambulatoire et de la rationalisation des installations.

Interpellé, le ministre de la Santé Olivier Véran n'a pas vraiment rassuré « tous les plans de réorganisation sont suspendus », leur sort sera décidé par une « grande consultation qui suivra ». Face au scandale, le gouvernement a fait remplacer le directeur de l'ARS Grand Est.

Aujourd'hui, les « héros en blouse blanche » obtiennent surtout des applaudissements, les félicitations des « premiers de cordée », quelques lits supplémentaires dans des couloirs et davantage de moyens, mais demain... Pour le gouvernement et pour les financiers, c'est clair « aujourd'hui, on suspend, mais demain on continue ! ».

Les revendications doivent être satisfaites

Des revendications doivent être satisfaites immédiatement

Il y a urgence, tout de suite, à fournir à tous les personnels hospitaliers, à celui des EHPAD et des services à domicile, aux aidants, les moyens au quotidien pour prendre soin des patients et des résidents, et pas seulement en situation de crise. Il faut dépister systématiquement le personnel et les résidents.

Le salaire des infirmières ne peut demeurer au 28^e rang sur 32 pays de l'OCDE !

Si les moyens manquent, il faut embaucher tout de suite, il faut réquisitionner les entreprises installées en France qui peuvent les produire, il faut réquisitionner les établissements privés de santé, les médecins libéraux, les lits et les laboratoires.

Le gouvernement a su, par des lois rectificatives, donner 45 milliards d'euros d'aide aux entreprises et 300 milliards de garanties de prêts, il doit décider immédiatement une loi rectificative pour annuler la dette des hôpitaux, donner des moyens nouveaux pour l'hôpital, la recherche, la prévention. Il doit augmenter l'ONDAM (Objectif National des Dépenses d'Assurance Maladie), qui limite les dépenses de santé. Il faut abandonner le plan « ma santé 2022 » qui détruit un peu plus l'hôpital public dans la continuité des contre-réformes.

Les revendications anciennes restent et sont devenues urgentes

Depuis des décennies, les gouvernements ont cassé l'hôpital public, réduit les budgets de la santé et de la recherche, fermé des hôpitaux et 4 000 lits chaque année, diminué les moyens des EHPAD publics. Depuis des années, les personnels de la santé, leurs organisations syndicales, des associations, et même des chefs de service, alertent par des mobilisations pour obtenir des moyens ; depuis plus d'un an ils sont en grève. Ils ont obtenu une seule réponse, le mépris, les lances à eau, l'envoi de policiers et CRS pour réprimer, éborgner, gazer les manifestants pacifistes.

La déflagration provoquée par l'arrivée du coronavirus le révèle à tous : les personnels avaient raison, leurs revendications étaient plus que légitimes, le système de santé est exsangue, victime de lois plus destructrices les unes que les autres. Juppé, Bachelot, Touraine, Buzyn, etc., la liste est longue de toutes celles et de tous ceux qui sont comptables de la situation de vulnérabilité et de fragilité dans laquelle était notre système de santé début 2020.

Il y a urgence à refondre complètement notre système de santé en partant des besoins de la population, il faut mettre en place un grand et unique service public de santé intégrant tout le secteur privé sanitaire, EHPAD, soins à domicile, avec une prise en charge à 100 % par la branche maladie de la Sécurité sociale.



Un changement de société s'impose

« *Ceux qui ne sont rien* » sont devenus « *les héros du quotidien* ». Les financiers et les dirigeants découvrent que ces salariés mal payés soignent, produisent de la richesse et l'indispensable pour vivre, élèvent, font pousser, emballent, transportent, vendent, ... évitent l'effondrement économique et permettent la survie du reste de la population. Il faut leur donner une juste place dans la société, augmenter les salaires, embaucher et améliorer les conditions de travail.

La crise sanitaire confirme, à ceux qui étaient jusqu'à présent aveugles et sourds aux analyses et critiques portées notamment par certaines organisations syndicales et par beaucoup d'autres, qu'il faut limiter la mondialisation et les transports, relocaliser et développer l'autonomie productive des territoires, produire moins et mieux pour éviter l'effondrement écologique et la crise climatique, développer les services publics et (re)nationaliser les entreprises et services essentiels, notamment les productions de matériels médical et pharmaceutique.

Dès maintenant, il faut établir un impôt de solidarité exceptionnel et, bien entendu, rétablir l'ISF, imposer les dividendes à l'impôt sur le revenu progressif en supprimant la flat tax, renforcer la progressivité de l'impôt sur le revenu, supprimer les transferts de fonds avec les paradis fiscaux.

Et, après la fin de l'épidémie, pas question d'augmenter l'austérité pour la majorité de la population afin d'enrichir davantage les plus riches dont l'argent « ruissellerait ». Il faut faire payer leur crise aux plus riches et aux gros actionnaires : renforcement de l'ISF, de la taxation des revenus du capital et de l'impôt sur les sociétés ; suppression du CICE et des exonérations de cotisations patronales ; éradication de la fraude et de l'évasion fiscales, ...